



Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU -

Comme le document de la Région l'indique, ces *Orientations budgétaires pour 2021* sont à considérer dans la continuité des importantes mesures prises par celle-ci depuis le début de la crise sanitaire et du *Plan de redémarrage et de transitions* présenté à l'été. Arrivés bientôt à la fin de la mandature, on peut aussi regarder ces *Orientations* comme le résumé de la volonté politique portée par l'exécutif régional depuis 5 ans. Dans un contexte marqué par la montée des incertitudes, on doit lui reconnaître sa volonté de maintenir le cap.

Si aujourd'hui l'incertitude porte autant sur les effets économiques et sociaux de la crise sanitaire que sur la - ou les - possible(s) réplique(s) de cette crise avec une ampleur dont on ne sait toujours rien, il ne faudrait pas oublier que depuis 5 ans les politiques nationales comme le contexte économique international ont été des facteurs de déstabilisation tout aussi importants que l'irruption brutale du *SARS-Cov2*. L'année dernière à l'occasion du même exercice, la FSU pointait les signes annonciateurs d'une possible nouvelle crise financière d'ampleur mondiale. Cette crise larvée n'est pas étrangère à la difficulté que les économies éprouvent aujourd'hui à sortir de la spirale dépressionnaire.

Mais le principal facteur d'instabilité de ces dernières années pour la politique régionale c'est d'abord la politique de l'État lui-même qui n'a eu de cesse de réduire le périmètre de l'action publique et de mettre sous pression l'ensemble des administrations publiques, qu'elles soient locales, centrales ou de Sécurité Sociale. Une fois n'est pas coutume pratiquons l'auto-citation et rappelons ce que la FSU disait ici même l'année dernière à la même date : « *Aux baisses de financements succèdent ou s'ajoutent toutes sortes de "contractualisations" imposées dont les objectifs sont invariablement les mêmes, contraindre la dépense publique et limiter le niveau d'intervention des acteurs publics. Chacun peut en constater les effets désastreux sur la politique de santé ou d'indemnisation du chômage, mais aussi sur le pouvoir d'agir des collectivités territoriales en matière d'investissement ou d'emploi et de rémunération de leurs agents.* » La crise que nous traversons peut apparaître inédite et annonciatrice d'autres catastrophes ; mais ce qu'elle révèle surtout, ce sont les choix politiques désastreux qui ont permis aux catastrophes de passer du simple possible à l'inéluctable.

Dans un tel contexte il n'est pas étonnant que depuis des années la revendication politique constante de l'exécutif régional ait été d'accroître l'autonomie de ressources et de décision de la Région. La FSU ne partage pas les présupposés de cette revendication mais elle peut en comprendre les raisons.

Le cap à maintenir pour la Région s'incarne principalement dans la poursuite des programmes du *Plan pluriannuel d'investissements* d'une part et dans la mise en œuvre des objectifs de la *Breizh Cop* d'autre part. On ne peut que le saluer, cela à un moment où au niveau national le *Plan de relance* et le *projet de Loi de finances* qui le décline pour 2021 confirment qu'il n'y aura en fait aucun changement de politique, ni en matière de restrictions budgétaires (hors *Plan de relance* la dépense publique sera en baisse de 1,3 % et en hausse de seulement 0,4 % en le comptant), ni dans la *"logique de l'offre"* qui déverse des dizaines de milliards d'aides sur les entreprises sans discernement ni contreparties à contre-courant des priorités affichées par ce même *Plan* pour la transition écologique, l'emploi et la cohésion sociale. De plus, au vu de ses dernières prises de position, on peut craindre qu'il n'y aura pas longtemps à attendre avant que le gouvernement mette à nouveau les comptes sociaux sous pression, et sans doute aussi les collectivités quelles que soient les assurances qu'il leur donne actuellement.

La FSU s'est régulièrement exprimée pour exhorter l'exécutif régional à aller plus loin et plus vite vers les ruptures nécessaires, dans les transports, dans les modes de production industrielle et agricole et surtout dans les rapports économiques et sociaux que ces modes de production sous-tendent.

Les débats que nous avons eus autour du rapport du CESER sur la Crise sanitaire et ses conséquences, comme les interventions qui viennent d'être faites, confirment cette urgence à agir mais surtout la force des attentes de nos concitoyen·nes et le risque qu'il y aurait à différer d'y répondre.

La prochaine mandature ne pourra pas se limiter à débattre sur le rythme à donner à la poursuite des "petits pas" vers les transitions annoncées. Il s'agira d'assumer les ruptures et les transformations profondes que, dans la réalité, ces transitions impliquent. Cela suppose de sortir de la fiction fondatrice trop longtemps entretenue d'une « *société bretonne apaisée* » et d'assumer les conflictualités. Cela suppose aussi de ne pas se tromper d'alliés dans ce combat et de déterminer quelles sont les forces qui ont réellement la volonté de s'engager pour porter ces transformations.